

COMBAT OUVRIER



Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 50

Mercredi 21 mai 1975

Prix : 1 F

CHOMAGE : conséquence d'une organisation sociale fondée sur L'EXPLOITATION et le PROFIT

(lire nos articles pages intérieures)

ÉDITORIAL

26-27 mai 1967 :

Le colonialisme assassinait des dizaines de travailleurs

Il y a huit ans de cela, les 26 et 27 mai 1967, en Guadeloupe, les mercenaires du colonialisme français semaient la mort parmi les travailleurs. Pendant ces deux jours, plus de cinquante personnes trouvèrent la mort, parmi lesquelles surtout des travailleurs et des jeunes, tous assassinés par les mercenaires à la solde des capitalistes exploités. Le nombre des blessés est encore plus important. La raison de cette fusillade : les ouvriers du Bâtiment, en grève depuis une semaine réclamaient 2 % d'augmentation.

Cela est dans la nature même du régime colonial, de tuer, de massacrer ceux qui osent protester, qui osent remettre en cause l'exploitation coloniale dont ils sont victimes. Et c'est cette logique colonialiste qui fait que pendant des décennies, les colonisés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique ont été massacrés par milliers par les troupes des colonisateurs belges, anglais ou français.

Et c'est encore cette loi qui fait qu'aux Antilles, chaque fois que les travailleurs osent relever la tête, ils trouvent en face d'eux, les bandes armées du gouvernement français. Ainsi, tout récemment, en mars dernier, le préfet de la Guadeloupe a fait intervenir brutalement les gendarmes et autres CRS dans la région du Lamentin contre les travailleurs agricoles et les petits planteurs qui réclamaient respectivement une augmentation de leurs salaires et un meilleur prix pour leur canne. Et s'il n'y a pas eu de morts, c'est que l'administration préfectorale craignait une réaction trop vive des travailleurs qui avaient tous le regard tourné vers les travailleurs de la canne. Chaque fois, les travailleurs ont essuyé de lourdes pertes.

Mais en agissant ainsi le colonialisme ne fait qu'accumuler contre lui des torrents de haine qui déferleront un jour sur les préfets, gendarmes, capitalistes et autres hauts fonctionnaires de l'administration coloniale.

Le souvenir de toutes les humiliations subies, des injustices souvent supportées en silence, les tueries subies la rage au cœur en espérant la revanche pour un jour, tout cela constituera un puissant moteur à l'action libératrice des opprimés des Antilles.

Et ce jour-là, ni les discours, ni les matraques, ni les fusils des oppresseurs ne pourront rien pour les sauver de la colère des pauvres.

ENVIRON cent soixante-dix mille chômeurs pour une population de six cent soixante-dix mille habitants, soit plus de 50 % de la population en âge de travailler en Martinique et Guadeloupe.

Cent soixante-dix mille jeunes et moins jeunes qui vivent dans la hantise du lendemain, ne sachant pas comment ils pourront se nourrir et nourrir leur famille. Pour tous ceux-là, c'est la misère.

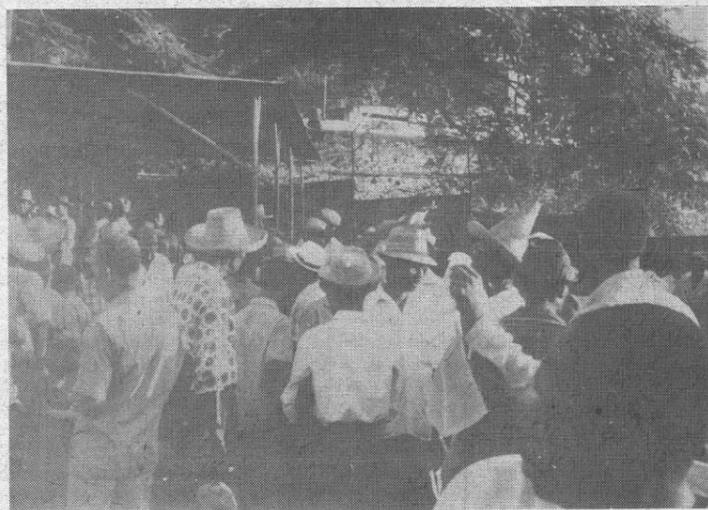
A cette misère vient s'ajouter une profonde démoralisation. Ils ont tous à un moment ou un autre fait le tour des chantiers, des entreprises pour trouver un emploi. Ils ont tous adressé des milliers de lettres dans tous les services, lettres dans lesquelles ils se déclaraient prêts à accepter n'importe quel emploi. Et chaque fois, ils ont été refoulés, souvent avec bien du mépris.

Un grand nombre d'entre eux ont abandonné la partie, suite à ces multiples et vaines tentatives ; ils vivent désormais de petits « job », et aménagent leur misère. C'est cette immense masse, dont

de nombreuses femmes, que les statistiques officielles refusent de compter, prétextant qu'ils ne se déclarent plus chômeurs et qu'« ils ne cherchent plus d'emploi ». Belle hypocrisie !

Cent soixante-dix mille chô-

meurs dans un pays sous-développé où il y a tant à faire ! Il n'est pas besoin d'autres arguments pour que s'impose la nécessité de se débarrasser du colonialisme et du capitalisme, responsables d'un tel fléau social.



Martinique

La question du Sucre : comment emplir encore mieux les poches des capitalistes

LE 21 avril s'est tenue au Conseil général, une session chargée d'examiner les problèmes du sucre. Car, voyez-vous, on s'aperçoit au bout de dix ans qu'il y a un problème du sucre...

En effet, la production est passée de 92.000 tonnes en 1963 à 14.000 tonnes en 1974. Actuellement, il n'y a que deux usines qui marchent, celles du Galion et de Lareinty.

Cette baisse de la production a eu lieu malgré les aides de l'Etat. En effet, en sept ans, on a donné ou prêté sept milliards et demi anciens aux capitalistes de la canne ; et pourtant la production s'est enfoncée encore plus. Pourquoi ?

Parce que les capitalistes ont trouvé plus rentable d'investir dans le commerce ou l'immobilier que dans le sucre. L'argent prêté ou donné a servi à faire d'excellentes affaires ailleurs.

Aujourd'hui, après dix-huit mois d'études (!), le Conseil général

affirme avoir trouvé une solution. Quelle est-elle ? Qu'ont-ils découvert ?

1) Qu'il était possible à la Martinique de produire 60.000 tonnes de sucre ! Même pas autant qu'en 1963.

2) En représentants « éclairés » des capitalistes, ces messieurs du Conseil général se sont rendus compte qu'il ne fallait pas compter sur les Hayot, De Reynal et autres Aubéry pour redresser une production qu'ils estiment non rentable.

Donc ils demandent à l'Etat français de créer une société d'économie mixte, où capitaux publics et capitaux privés seraient associés. Ce qui signifie tout sim-

plement que l'Etat garantira aux capitalistes de la canne et du sucre aux moindres risques des profits assurés, car l'essentiel du financement proviendra de l'argent des impôts payés par les travailleurs.

En réalité, si les débats du Conseil général montrent quelque chose, c'est bien le caractère parasitaire et nuisible du capitalisme. En effet, les De Reynal et Aubéry ont dirigé la Martinique pendant plus de trois siècles. Ils ont mené son économie à la ruine. Il est donc temps pour les travailleurs de chasser les capitalistes afin qu'ils dirigent eux-mêmes la Martinique.

Jacques BRUEL.

**Vie et Lutte des travailleurs du Sucre
et de la Banane en Guadeloupe**

(voir nos pages intérieures)

LYCÉE TECHNIQUE DE FORT-DE-FRANCE :

A bas l'arbitraire de l'administration coloniale !



Le vendredi 24 avril, au lycée technique de Fort-de-France, un professeur raciste insulte un élève sous prétexte que celui-ci avait mis trop de temps à ramener une éponge qu'il lui avait envoyé chercher. Et, volant au secours de ce professeur, le censeur de l'établissement le tristement célèbre Leonis qui est en permanence armé d'un pistolet, décide de renvoyer Bapté, l'élève en question. Une telle décision provoqua l'indignation de toute la classe, la 1^{re} G1A. Le censeur décide alors de renvoyer provisoirement toute la 1^{re} G1A. C'est ainsi que tout le lycée s'est trouvé en grève pour protester contre l'arbitraire de l'administration, qui a été obligée de reculer en réintégrant la 1^{re} G1A.

Le conseil de discipline qui se réunit alors le mercredi 7 mai décide, après un vote dont les résultats furent faussés, de renvoyer Marie-Antoinette et de don-

ner un avertissement à Bapté. C'est dans un lycée en véritable état de siège que s'est déroulé le conseil de discipline. Des policiers entouraient le lycée, il y en avait même à l'intérieur. Un policier se trouvait également dans la salle où se déroulait ce conseil de discipline. Il en fut expulsé après l'intervention de certains professeurs indignés.

La présence de policiers dans un établissement scolaire montre bien la complicité de l'administration du lycée et de l'Etat colonialiste français. Et la décision prise par le conseil de discipline sous la protection des forces de répression, n'est en fait qu'une approbation claire et nette du racisme du professeur et des méthodes terroristes du censeur.

En réalité, ce que l'administration reproche à Marie-Antoinette, ce sont ses idées politiques. C'est parce que Marie-Antoinette ose lutter contre le système co-

lonial qui sévit aux Antilles qu'il l'a renvoyé. Le conseil de discipline a été un véritable procès politique et certains professeurs réactionnaires ont embouché les trompettes de l'administration. Le lycée pour traiter Marie-Antoinette de « gauchiste », de « perturbateur », autrement dit d'élément désirable.

Mais la riposte s'organise dans tous les lycées de Fort-de-France. Lors de leur assemblée générale du lundi 12 mai, les lycéens décidèrent de se mettre en grève. Une manifestation de 400 lycéens environ s'est rendue mercredi matin au vice-rectorat pour exiger du vice-recteur la réintégration immédiate de leur camarade. L'heure où nous écrivons, Marie-Antoinette n'est pas encore réintégré mais la lutte continue et les lycéens restent mobilisés jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

Frantz SIMA

Vie et lutte des travailleurs du Su

Leçons de la grève des travailleurs agricoles

LA récolte se déroule, les capitalistes du sucre ont eu chaud cependant au cours des mois précédents. Une importante mobilisation des travailleurs agricoles et un important mouvement d'opinion se faisaient sentir pour les contraindre à céder aux revendications des travailleurs. Sur le terrain, les capitalistes, bien sûr, comptaient sur les forces de répression pour briser la grève. Mais la détermination était telle et le soutien de l'opinion publique (qui voyait, une fois n'est pas coutume, l'Eglise du côté des travailleurs) si large que l'intervention des forces de répression n'aurait pu suffire à casser le mouvement.

Pourtant cette grande mobilisation qui avait déjà conduit les transporteurs à annoncer une grève de solidarité, qui mettait en mouvement les syndicats enseignants et qui faisait les travailleurs des autres secteurs discuter de l'éventualité d'une grève générale, ce grand mouvement a pris fin d'abord sur une illusion de victoire, puis sur le sentiment très répandu parmi les travailleurs de la canne qu'ils n'ont pas obtenu ce que cette mobilisation aurait dû leur apporter.

En fin de compte l'UTA a signé un accord qu'elle refusait de signer en mars sans rien de plus que la promesse de l'alignement des salaires sur ceux de l'industrie.

La seule catégorie à avoir obtenu une amélioration quelconque fut les petits planteurs qui obtin-

rent que les 80% de leurs cannes soient payés à la quatorzaine, et qui firent préciser les modalités de versement de la subvention de 6,64 F par tonne pour 1974.

Tout de suite après la fin de la grève, on put croire un instant que les 5% venaient en plus des 2,9% d'augmentation du SMIC, intervenues à cette époque. Mais il n'en était rien et l'UTA ne précisa jamais ce fait. Actuellement, les salaires qui sont appliqués respectent les 5% sans plus. Dans certaines habitations, les patrons vont jusqu'à exiger la journée de huit heures, mais sans donner les salaires correspondant à l'industrie.

Les petits planteurs ont obtenu satisfaction. Tant mieux. Leur colère était légitime et leurs revendications justes.

Seulement, une fois satisfaction obtenue, leur intérêt leur dictait tout naturellement de commencer la coupe de la canne au plus vite. Celui des ouvriers agricoles leur dictait par contre de continuer la grève. Il n'y avait aucune raison que les ouvriers agricoles pâtissent de cette situation. Il fallait qu'ils puissent poursuivre leur grève. Mais cela n'intéressait plus l'UTA. Elle ne voulait pas courir le risque de s'allier les petits planteurs en qui elle voit son meilleur soutien. Et surtout, pour que la grève puisse continuer, il aurait fallu que les ouvriers agricoles prennent conscience qu'ils avaient des intérêts propres, qu'il leur fallait une organisation propre pour conduire leurs luttes. L'UTA est profondément, politique-

ment hostile à une telle prise de conscience. Organisation nationaliste, elle est hostile à tous ce qui fait progresser la classe ouvrière sur la voie de la conscience de ses intérêts, de son rôle, de ses perspectives propres.

Et cette façon de voir conduit l'UTA à amener les ouvriers à jouer le rôle d'une force d'appoint aux luttes des petits planteurs.

Cela montre bien que lors des grèves l'unité d'action ne doit pas empêcher les travailleurs agricoles de s'organiser séparément des petits planteurs et diriger eux-mêmes leur lutte. Cela seul leur permettra de conduire leur mouvement jusqu'à la victoire.

Les travailleurs, en tout cas, sauront bien trouver la forme d'action et de lutte, ainsi que des accords qui ne lèseront pas les petits paysans.

La leçon principale à tirer, c'est que dans leur lutte les travailleurs ne doivent pas confier leur sort à d'autres mais se fier à leur propre capacité à diriger leur mouvement. Cette leçon, un certain nombre d'ouvriers agricoles commencent déjà à la tirer. S'ils estiment que la dernière grève n'a pas été un succès, ils ne sont pas découragés pour autant, car ils n'ont pas cédé aux menaces du préfet pour reprendre le travail. Ils n'ont pas baissé la tête devant les forces de répression. Ils n'ont travaillé qu'à partir du moment où les accords ont été signés.

Cette combativité est le gage de l'avenir.

Claude ROCHA.

Les manœuvres des usiniers

● Problèmes des salaires

Les salaires de ceux qui travaillent à la surface sont calculés sur la base de la journée de huit heures.

Ainsi, si une ouvrière a travaillé jusqu'à midi, elle ne touche que les trois quarts des 38,92 F de la journée.

Les patrons ne tiennent aucun compte des discussions qui ont eu lieu avec les syndicats. En réalité, il n'y a pas d'alignement des salaires agricoles sur ceux de l'industrie.

● Ouvriers agricoles :

Les ouvriers agricoles travaillent actuellement en moyenne deux jours par semaine. Cela d'abord parce que le chômage étant très important, il se présente beaucoup de monde pour couper, charger, etc. D'autre part, les travailleurs font la plupart du temps double journée pour avoir un meilleur salaire.

La fermeture de Bonne-Mère a aussi créé des perturbations dans l'organisation du travail. C'est ainsi que les cannes qui allaient à Bonne-Mère sont maintenant acheminées vers Darboussier. Cela a comme conséquence que les titans ou les chariots sont parfois obligés d'attendre jusqu'à deux heures avant de pouvoir décharger les cannes. Cela réduit le nombre des voyages effectués et

... et de la Banane Victoire des ouvriers sur les plantations de Butel (Capesterre)

LE lundi 5 mai, les travailleurs de Butel à Blondinière (Capesterre) entamaient une grève illimitée pour réclamer 43,92 F comme les travailleurs de la SCEFA. La semaine précédente, ils avaient fait une tentative du même genre et Butel ayant promis de signer un accord, ils avaient suspendu leur mouvement. Mais le gros propriétaire n'a pas tenu sa promesse. Cela montre ce que vaut la parole d'un patron. Les travailleurs ont donc repris leur mouvement. Cette fois, ils ont mis toutes les chances de leur côté : ils ont occupé le hangar d'emballage et empêché que les bananes déjà coupées soient embarquées dans les camions. Butel faisant preuve

d'une arrogance sans pareille, déclara qu'il ne céderait pas. Mais les travailleurs n'avaient pas non plus l'intention de céder. L'occupation dura du lundi 5 au lundi 12 malgré les allées et venues des gendarmes qui voulaient intimider les occupants. L'ambiance était assez bonne. On préparait à manger sur place. D'autres fois, les femmes venaient apporter à manger aux grévistes. On organisait même un grand repas en commun. Certains travailleurs dormaient dans le hangar.

Cette grève des travailleurs de Butel bénéficia tout de suite de la sympathie de ceux de toutes les autres plantations de la région. Ce qui affola les propriétaires comme Dormoy, Thionville et au-

tres. D'ailleurs ces derniers se réunirent plusieurs fois dans la semaine, craignant par-dessus tout que le mouvement de grève ne s'étende à leurs plantations.

Finalement, voyant que le moral des travailleurs était intact après une semaine de grève, Butel n'eut d'autre chose à faire que céder. Il accepta de payer les 43,92 F, et de réduire certaines tâches.

C'est donc une victoire complète que les travailleurs de Butel viennent de remporter. Désormais, Butel saura qu'il y a en face de lui des gens décidés à ne pas se laisser marcher sur les pieds. Un exemple à suivre !

Pierre-Jean CHRISTOPHE.



JUSTICE ET LES ETRANGERS : "Cé silon vent la queue poule penché"

A la mi-avril, France-Antilles s'est lancé dans une violente diatribe contre les Haïtiens installés en Martinique, reprochant notamment aux vendeuses Haïtiennes de gêner le commerce martiniquais. France-Antilles se félicitait alors de l'expulsion des Haïtiens, organisée par la préfecture à la demande de gros commerçants de Fort-de-France. Il n'en fallut pas plus à Justice, l'organe du PCM, dans son numéro du 17 avril pour crier haro sur « l'étranger qui vient prendre le travail des Martiniquais ».

Il ne s'agissait bien sûr pas de ceux que le gouvernement français envoie ici dans le but de créer aux Antilles une colonie de peuplement. Justice n'appelait pas à se battre résolument contre cette politique concertée qui voit chaque jour de nouveaux Français arriver ici et bénéficier de tous les avantages du colonialisme, alors que le chômage s'ag-

grave pour les Martiniquais. Non, l'« étranger » ainsi visé par Justice était l'ouvrier haïtien ou sainte-lucien qui, chassé par la misère de son pays s'embauchait en Martinique sur les champs de canne ou de banane pour un salaire dérisoire et sous les pires conditions, pour le plus grand profit du patron.

Et la CGTM, dans un communiqué publié le 24 avril dans Justice, renchérit en disant : « Anglais, Haïtiens et Français, de plus en plus nombreux, concurrencent les Martiniquais pour le peu de travail existant », mettant ainsi dans le même sac le colonialisme français et le travailleur haïtien ou sainte-lucien.

Mais très vite, devant les réactions de l'opinion publique, et notamment des travailleurs, justice a dû rectifier le tir. En effet, beaucoup de travailleurs faisaient alors la réflexion que Justice disait pratiquement la même chose que France-Antilles. Des militants

et des sympathisants du PCM étaient eux-mêmes gênés de la prise de position réactionnaire et assimilationniste de leur parti ; aussi celui-ci a-t-il dû les rassurer.

Il l'a fait par la bouche de l'ouvrière agricole qui a parlé au meeting de la Maison des Syndicats le 1^{er} mai, et qui a souligné, selon le compte rendu même de Justice, que « les travailleurs an-

glais ne sont pas les ennemis des travailleurs martiniquais ».

Cela montre bien la vraie nature du PCM, parti opportuniste, prompt à reprendre à son compte les arguments du colonialisme français mais sensible à la pression des travailleurs quand cela ne gêne pas trop sa propre politique.

J.B.

Fête du PPM : Appels à la bourgeoisie nationale martiniquaise

Les 10 et 11 mai s'est tenue à Fort-de-France la première fête du PPM. Indéniablement, ce fut un succès pour les organisateurs, des milliers de personnes s'étant déplacées pour aller au parc Galliéni, où se tenait le rassemblement.

Mais mieux que toute explication, on vit clairement la démonstration de ce qu'est le Parti Progressiste Martiniquais : un parti nationaliste modéré. Ainsi, tout fut fait dans le but de montrer que les Martiniquais « savent faire quelque chose ». Les travailleurs du Bâtiment ou de la Banane le savent, eux, puisque c'est sur leur

dos que les gros capitalistes font leurs profits : sur un stand, on voyait... la réparation d'une voiture accidentée, dans tel autre, il y avait des sachets de farine, de produits alimentaires antillais.

Par cette fête, le PPM a voulu montrer les possibilités du capitalisme local, qu'il résume fort bien en disant : « La chance de la Martinique, c'est le travail des Martiniquais », ce qui signifie que la chance de la bourgeoisie martiniquaise, c'est l'exploitation des travailleurs martiniquais.

Rarement démonstration fut mieux faite. La bourgeoisie martiniquaise la comprendra-t-elle ?

Martinique, terre des congrès... une opération publicitaire

Le début du mois de mai a vu se succéder toute une série de congrès en Martinique : premier symposium sur le rhum, troisième stage international de médecine de plongée, symposium de la médecine de groupe, qui réunissaient des « spécialistes internationaux ».

Mais, malgré toute la publicité qui en a été faite par la radio et la presse officielle, ces congrès n'ont pas provoqué l'intérêt qu'ils auraient pu susciter. Ce n'était d'ailleurs pas là le but du gouvernement colonialiste français en organisant ces colloques.

En effet, si le principal intéressé dans l'affaire était l'Hôtel Méridien, qui comme d'habitude dans ce genre de « rencontres internationales » hébergeait la plupart des participants, les autres bénéficiaires en ont été le préfet Orsetti, qui à cette occasion a pu se faire un peu de publicité personnelle en inaugurant ou en présidant, et les participants eux-mêmes qui ont ainsi pu faire un beau voyage gratuit au soleil et se bronzer sur les plages.

Nous ne discuterons pas de la valeur scientifique de tels rassemblements, mais nous devons constater qu'ils ont surtout un but, but défini en son temps par Stasi : faire des Antilles la vitrine de la France en Amérique, c'est-à-dire un endroit où il fait bon venir en touriste. Voilà donc une bonne opération touristique de plus montée par le gouvernement colonialiste français.

Contre le chômage, répartition du travail entre tous sans diminution de salaire

Le chômage guette les enseignants

TRENTE-CINQ postes d'enseignants seront supprimés en Guadeloupe et autant en Martinique. Pour la Martinique le rectorat justifie ces suppressions en faisant valoir que les élèves sont en nombre insuffisant dans certaines sections. Pourtant il ne juge pas utile de créer des postes lorsque les sections sont surchargées. De plus certaines disciplines — éducation physique, disciplines artistiques — sont systématiquement boycottées.

Ces suppressions de postes, ex-

pression de la politique d'austérité que le gouvernement Giscard-Haby tente d'imposer dans tous les secteurs, font peser de lourdes menaces sur la sécurité de l'emploi d'une catégorie d'enseignants particulièrement nombreuse aux Antilles, les auxiliaires et les maîtres-auxiliaires. Des dizaines d'entre eux risquent de connaître le chômage à la rentrée prochaine. D'autre part les étudiants antillais titulaires d'une licence ou d'une maîtrise hésiteront à revenir en Martinique et en Guadeloupe où ils ont peu de chance de trou-

ver un emploi dans l'enseignement.

Quant aux titulaires, ils ne sont pas mieux lotis. Leurs conditions de travail se dégradent d'année en année : classes surchargées, heures supplémentaires plus nombreuses.

Tout cela montre l'urgence et la nécessité qu'il y a pour les étudiants et les enseignants à se battre avec les autres travailleurs, contre le capitalisme et le colonialisme générateurs de tous ces maux.

Marianne TIBUS.

La lutte contre le chômage :

C'est aussi l'affaire de ceux qui travaillent

LES travailleurs ne doivent pas admettre le chômage comme un fait accompli, un mal que l'on doit supporter en silence et contre lequel il n'y aurait rien à faire.

Car cette situation à l'évidence rend la lutte plus difficile pour ceux qui ont un emploi et n'offre du même coup que peu de perspectives à ceux qui sont chômeurs de retrouver un emploi un jour.

Le droit au travail est un droit élémentaire auquel l'existence même de la classe ouvrière est liée. C'est un droit que ceux qui ont un emploi doivent défendre avec acharnement, car il y va de leur propre avenir.

Une profonde solidarité doit lier les travailleurs en activité et ceux qui sont rejetés de la production par le chômage. Les uns et les autres doivent se sentir concernés par les luttes qu'ils mènent réciproquement.

Un programme de lutte posant le problème du chômage doit être adopté par les travailleurs qui sont en activité. Ils doivent avoir le souci de mettre en avant des mots d'ordre de lutte qui affirment la nécessité de faire embaucher les chômeurs. En premier lieu, il s'agit déjà de lutter contre la pratique des heures supplémentaires que les patrons utilisent couramment car cela leur revient moins cher du point de vue des charges sociales que d'embaucher d'autres travailleurs. Les travailleurs doivent exiger que le travail soit réparti entre tous les bras.

Cette revendication du travail réparti entre tous que l'on rend permanente sous la forme de l'échelle mobile des heures de travail est la principale forme que peuvent prendre la lutte commune et la solidarité entre chômeurs se mène donc non seulement par l'action autonome des chômeurs, manifestations, protestations, occupations de terres, etc... mais aussi à l'intérieur des entreprises.

Ce devrait d'ailleurs être le rôle des organisations ouvrières, partis et syndicats, de mener cette lutte. Il n'en est rien, la plus grande passivité règne sur ce terrain-là

comme sur les autres. Mais les ouvriers les plus combattifs, en engageant la lutte là où c'est possible, pourront faire sortir les grandes organisations de cette léthargie et en tout cas feront prendre conscience à l'ensemble des travailleurs de l'importance qu'il y a à lutter contre le chômage. C'est ainsi seulement que toutes les couches de la classe ouvrière s'unifieront pour un combat de plus grande ampleur, celui destiné à mettre fin aux causes mêmes du chômage, c'est-à-dire la société capitaliste.

Georges RASSAMY.

Recrudescence de la délinquance aux Antilles

DROGUE, crimes, vols et vols, la presse aux ordres se régale chaque jour avec ces « faits divers ». Elle se plaît à insister sur l'identité des délinquants (photo à l'appui, quitte à se « tromper » de photo) et à insister sur la nécessité d'une répression exemplaire.

Mais qui cette recrudescence de la délinquance étonne-t-elle ? Elle est le produit de la société actuelle.

Une société qui n'évoque pas, qui bien au contraire se montre incapable de résoudre les problèmes primordiaux, pourrait et secrète le développement des vices de toutes sortes. Et l'étonnant est encore le nombre relativement modéré de tels méfaits, vu la situation sociale ca-

tastrophique. Et il est évident que les jeunes, tous ceux qui sont les victimes du chômage, de la misère et du désarroi face au manque de perspectives, sont les premiers à tomber dans la délinquance... Ce sont eux qui auront recours à l'organisation de « bande », de « gang » et qui participent à de mauvais coups, pour satisfaire des besoins élémentaires, et ceux nés de la société actuelle.

Ce n'est pas par des punitions exemplaires que l'on pourra arrêter le développement de la délinquance, mais bien en débarrassant la société de la pourriture capitaliste et en offrant aux jeunes une société plus juste dans laquelle ils pourront trouver un travail leur permettant de se développer harmonieusement.

cre...

DANS la Canne, de nombreux problèmes demeurent. Après le grand mouvement de grève des petits planteurs et des ouvriers agricoles, les usiniers tentent par tous les moyens de reprendre d'une façon ce qu'ils ont été obligés d'accorder. Ils ne reculent devant aucune manœuvre pour rogner sur les salaires ou pour boycotter les cannes des petits planteurs dans certains cas.

peu de journées de travail

entraîne donc l'arrêt de la coupe pendant un, deux, ou trois jours.

Conséquence de tout cela : les travailleurs touchent de maigres salaires et perdent la prime du cinquième jour. Les patrons, même quand les travailleurs touchent double journée, n'en déclarent qu'une seule à la sécurité sociale.

La mécanisation, elle aussi, provoque des arrêts de travail pour les coupeurs.

C'est ainsi qu'à Bellevue, il y a quelque temps, les travailleurs ont été renvoyés alors que la machine continuait de couper, les cannes étant renvoyées directement dans les chariots.

Les manœuvres contre les petits planteurs

Il y a quelque temps, de nombreux petits planteurs étaient venus livrer leurs cannes à l'usine Grosse-Montagne. Durant toute la matinée, ils ont dû attendre que les cannes de l'usine soient déchargées des titans avant les leurs. Ce n'est qu'à 16 heures que le déchargement commença pour eux.

Cette situation existe également dans les autres usines. De nombreux petits planteurs de Grande-Terre ne parviennent pas toujours à livrer leurs cannes en temps voulu et sont tributaires des caprices des patrons. Il arrive même quelquefois que leurs cannes ne soient pas acceptées dans l'immédiat et qu'ils repartent avec leur chargement.

Max RODON.

La cuisine politique de l'UTA

LORSQU'ILS parlent des militants de Combat Ouvrier qui tiennent à défendre leurs propres conceptions au sein de la classe ouvrière, et donc aussi en milieu agricole, où l'UTA a une certaine implantation, les dirigeants de ce syndicat ont une curieuse tendance à employer des expressions du genre : « yo kaille la di riz la ka gonflé », ou « yo vié mangé gâteau-la tou cuit' » ou encore « yo ka attend' soup' la paré pou metté pié à yo en ba tab' la ».

Toutes ces expressions gastronomiques sont particulièrement pauvres, et ne méritent pas qu'on s'y arrête pour tenter de les réfuter politiquement. Mais il en ressort (involontairement) quelque chose d'assez révélateur de la façon dont les dirigeants de l'UTA considèrent la classe ouvrière. Car, « gâteau-la », « di riz-la », « soup-la », de qui s'agit-il, si ce n'est des travailleurs agricoles que l'UTA prétend « contrôler » ?

Et le fait que ces gens-là comparent les travailleurs à une soupe ou à un gâteau, montre le mépris dans lequel ils les tiennent : une masse incapable de réfléchir par elle-même, mais dont il faut avoir le contrôle lorsque l'on nourrit (si l'on ose dire) des ambitions politiques...

Eh bien, il se pourrait qu'avant peu les dirigeants de l'UTA aient une surprise désagréable, et s'aperçoivent que les ouvriers sont des êtres conscients, qui ne sont pas prêts à se laisser manger à n'importe quelle sauce...

dans
le monde

PORTUGAL

APRÈS LES ÉLECTIONS :

MOINS d'un mois après les élections législatives qui ont donné une forte majorité au Parti Socialiste, le Portugal vit de nouveau une situation de crise.

La situation s'est détériorée en quelques heures à partir d'un conflit opposant les ouvriers typographes du journal socialiste *República* à la direction et à la rédaction de ce journal. Ce conflit qui mûrissait depuis déjà plusieurs mois et qui aurait pu finalement n'être qu'un incident très localisé, a pris des dimensions politiques.

CUBA

Un recul de l'impérialisme

Une nouvelle victoire vient s'inscrire du côté des opprimés : l'éventualité de la levée de l'embargo américain vis-à-vis de Cuba. Les dirigeants américains auraient, selon leurs propres termes, imaginé tout un scénario à cet effet. C'est reconnaître en tout cas, malgré tout ce cinéma, que cet embargo et toutes les autres mesures qui l'accompagnaient en 1960 n'ont pas réussi à faire céder le peuple cubain.

Cette victoire s'inscrit dans le contexte plus large du changement de politique de l'impérialisme américain. A la politique du containment, de la force, a succédé celle de la diplomatie, des « petits pas ». Ce changement, l'impérialisme y a été contraint à la suite de ses déboires en Indochine.

Il n'en reste pas moins que Cuba a réussi par sa résistance à contraindre l'impérialisme américain à changer de politique à son égard. C'est un échec politique pour l'impérialisme.

De nouveau la crise

Et l'annonce officielle de la découverte d'une nouvelle tentative de coup d'Etat militaire n'est que l'illustration du pourrissement de la situation.

Car le Portugal connaît aujourd'hui une impasse, impasse qui est celle de la politique du MFA.

Car de mois en mois les militaires du Mouvement des Forces Armées ont vu s'effriter sous la pression des faits leur espoir d'instaurer au Portugal une démocratie bourgeoise qui permette de réaliser les réformes au moyen desquelles ils espèrent moderniser le pays.

Visiblement, le MFA est de plus en plus las du jeu des partis. Les incidents qui avaient opposé le PC et le PS au sujet du conflit de *República* ont déclenché des commentaires acerbes de la part des dirigeants du MFA qui s'interrogent désormais publiquement sur le fait de savoir s'il ne vaut pas mieux se passer de partis.

L'évolution des choses va dans ce sens-là. Il n'y a pas de démocratie parlementaire possible au Portugal. Même si le MFA n'est pas franchement écarté du pouvoir par un coup d'Etat des militaires les plus réactionnaires, il gouvernera de façon de plus en plus autoritaire.

Réactionnaire ou dite progressiste, c'est la dictature militaire qui se prépare au Portugal. Mais aucun des grands partis de la classe ouvrière ne prépare les travailleurs à être prêts, politiquement, matériellement et organisationnellement à se défendre contre une telle éventualité.

VICTOIRE pour le peuple vietnamien. Après un siècle d'occupation, après trente ans de guerre, le peuple vietnamien est enfin débarrassé de l'oppression étrangère. Les travailleurs révolutionnaires saluent cette victoire car elle garantit au peuple vietnamien ce droit élémentaire qu'est celui de mener une existence nationale indépendante. Cette victoire a-t-elle pour autant ouvert la voie vers le socialisme ? Certes non. La direction que s'est donné le peuple vietnamien n'y prétend pas elle-même. Tout, et dans la composition et dans le programme du gouvernement qui s'installe aujourd'hui à Saïgon démontre si besoin était, qu'il n'est pas celui des travailleurs. Il représente diverses couches sociales dont les intérêts à long terme sont distincts de ceux du prolétariat.

Au Vietnam ce n'est donc pas l'avènement du socialisme, ni même du pouvoir aux travailleurs. Mais cela demeure pour nous et pour tous les opprimés une grande victoire. Un peuple qui a été colonisé, comme nous le sommes, a su, grâce à sa détermination, faire de ses aspirations à une existence nationale indépendante une réalité et ceci, contre la volonté du plus puissant des impérialismes. Et c'est cette leçon là que nous devons retenir.

Le peuple vietnamien a montré qu'il faut vouloir pour pouvoir et

que si nous savons lutter nous saurions vaincre. Pour notre émancipation à nous, travailleurs des

Antilles, la lutte du peuple vietnamien est un bel exemple.

J.-P.V.

L'histoire revue et corrigée par la gauche martiniquaise

Le mercredi 1^{er} mai se tenait au théâtre municipal un meeting organisé par le Comité permanent de la gauche martiniquaise pour saluer la victoire des peuples cambodgien et vietnamien.

On vit donc une belle brochette d'orateurs se succéder à la tribune et féliciter les nationalistes vietnamiens et cambodgiens d'avoir vaincu les impérialismes français et américains. Mais bien entendu, les dirigeants, qu'ils soient du PCM, du PS, du PPM ou de la CSTM, se gardèrent de raconter certains détails qui n'auraient pu que troubler les trois cents assistants à la conférence.

Ni le PPM, ni le PCM, ni le PS ne dirent que ce fut sous un gouvernement de gauche (PCF et PS) que commença la guerre

d'Indochine en 1945.

Le clou revint au représentant du PS qui préféra passer rapidement sur les neuf ans de guerre coloniale de la France en Indochine (Mitterrand était au gouvernement) pour s'apesantir sur les méfaits de l'impérialisme.

Enfin, si l'on vanta beaucoup l'héroïsme des militants nationalistes vietnamiens, on se garda de tirer la seule conclusion valable pour les travailleurs martiniquais : seule une lutte résolue peut mettre à bas l'impérialisme mondial.

Finalement, la gymnastique des Mauvois, Régis et autres Jean-Louis augure bien mal de ce que pourra être la « libération » du peuple martiniquais sous la direction des organisations qu'ils dirigent.

La bourgeoisie française anti-impérialiste ?

AVEC le voyage en France du vice-premier ministre chinois Teng-Hsiao-Ping, le gouvernement chinois a tenu à confirmer son soutien à la construction de l'Europe... Europe des capitalistes et des trusts.

Ainsi, sous couvert de lutte pour l'indépendance vis-à-vis des « super-puissances », les dirigeants chinois soutiennent le camp de la bourgeoisie française et d'ailleurs par son intermédiaire, celui de l'impérialisme américain.

Voilà le fin mot de la politique des nationalistes chinois comme celle de tous les nationalistes d'ailleurs : développement national, tenter de jouer sur les antagonismes entre la bureaucratie russe et l'impérialisme américain, voire entre impérialismes. Mise en quarantaine par l'impérialisme pendant un quart de siècle, la Chine n'avait pas la possibilité de se livrer à ce jeu de bascule auquel excellait l'Égypte de Nasser ou l'Algérie de Boumédiène. De-

puis l'amélioration de ses rapports avec les USA, la Chine s'attaque plus souvent à l'URSS qu'aux puissances impérialistes, américaines comprises.

Elle en arrive à décerner le brevet d'anti-impérialisme à des États impérialistes de seconde zone comme la France. Mais que pensent donc nos nationalistes partisans de Mao, de cette caution apportée à la France colonialiste ?

J.-P.V.

DANS L'ÉMIGRATION

Agressions racistes de plus en plus nombreuses en France

Entre travailleur immigré, ne pas être blanc ou avoir un accent devient de plus en plus dangereux en France. Le 4 mai, un travailleur marocain est retrouvé assassiné par balle à Gennevilliers, dans la banlieue parisienne. Or, à Gennevilliers même, trois travailleurs immigrés et, d'autre part, un militant du MTA (Mouvement des Travailleurs Algériens), alors qu'ils collaient des affiches, ont été agressés par des individus armés. Ces faits laissent fortement supposer que le crime du 4 mai est un crime raciste.

Ainsi, des attentats racistes de plus en plus nombreux se font en France, bénéficiant généralement de l'impunité lorsque ce n'est pas de la complicité de la police. Les travailleurs immigrés doivent donc s'organiser et faire propagande auprès de leurs camarades de travail français ou étrangers pour lutter contre cette tare du système capitaliste qu'est le racisme, afin de mettre les racistes hors d'état de nuire.



Licenciements aux PTT

Le souvenir de la grève de l'automne dernier reste vivant dans la mémoire des postiers. Dans celle des responsables des PTT aussi. Encouragée par le soutien total que lui a apporté le gouvernement à l'occasion de ce conflit, l'administration, dans la région parisienne, a entrepris de se débarrasser, çà et là, sous des prétextes fallacieux ou fantaisistes, pour des raisons mineures voire sans motif du tout, d'un certain nombre de postiers.

En cette circonstance, les auxiliaires et stagiaires sont les premiers à faire les frais de la politique réactionnaire des PTT. Et ces dernières semaines, les postiers originaires d'outre-mer

ont été particulièrement visés. En un mois, au seul bureau de Paris-11 (Bréguet-Sabin), quatre licenciements dont trois concernant des Antillais ! A Paris-108, rue La Boétie, pour avoir pris deux jours de congé non conformes à la loi, un postier réunionnais a été conduit devant le conseil de discipline !

Ainsi, les PTT choisissent leurs victimes parmi les plus vulnérables. Les postiers, en tout cas, ne peuvent se laisser diviser. La seule solution qui s'offre à eux, c'est de se grouper avec les syndicats — sans ces derniers s'ils s'y refusent — pour empêcher l'Etat-patron de parvenir à ses fins.

La démocratie façon PCF

Jeudi 15 mai, le PCF rendait public à Paris un projet de déclaration sur les libertés.

Le même jour, au bureau de poste de Paris 11 (Bréguet-Sabin), l'une de nos camarades qui diffusait « Gros-Ka » (notre bulletin dans l'émigration) et vendait notre journal, se faisait prendre violemment à partie par un responsable syndical CGT, membre du PCF. C'est l'intervention de plusieurs postiers antillais, puis français, alertés par les éclats de voix qui a permis à notre camarade d'échapper à l'homme qui déjà s'était emparé des tracts.

Les autres membres du bureau syndical accourus sur les lieux

étaient peu fiers de la prestation de leur collègue, d'autant que ce dernier venait de recevoir un sérieux avertissement de la part des Antillais présents, pour le cas où il s'aviserait de recommencer. Mais ils se sont bien gardés de désapprouver publiquement son attitude.

Le PCF, dans son projet sur les libertés reconnaît la liberté de conscience, de religion. Nulle part, il n'est écrit que le PC reconnaît la libre expression des idées révolutionnaires au sein de la classe ouvrière. Serait-il plus proche des croyants que des révolutionnaires ?

Ph. D.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOZOR

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

BP 214

97110 POINTE-A-PITRE

(GUADELOUPE)

ou BP 386

97204 FORT-DE-FRANCE

(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

BP 80

93300 AUBERVILLIERS

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ETRANGER : écrire au journal.
Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566-71 La Source